

## CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DU PAYS DE GUINGAMP

### Soirée débat Transition énergétique et modes de vie Synthèse des échanges

#### Intervenants :

1. *Mme Viviane Serrano, rapporteuse de l'étude « Climat, énergie et société à l'horizon 2050 : une Bretagne en transition » pour le CESER Bretagne*
2. *M Xavier Montserrat, auteur de l'ouvrage « +4°C, le climat change. Et vous ? »*

PJ : 1-Diaporama du CESER

#### Présentation de l'étude du CESER

En préambule à sa présentation, Mme Serrano souligne qu'une particularité du CESER Bretagne est de proposer une analyse sociétale des sujets et non seulement sous l'angle économique. La question des modes de vie est au cœur de cette étude sur la transition énergétique. Le diaporama de l'intervention est joint au présent compte-rendu ([Diaporama CESER](#)).

La démarche du CESER s'est appuyée sur l'élaboration de 4 scénarii qui ont pour objectif d'interroger les évolutions souhaitées et d'identifier des pistes d'action.

#### Scénario Transition technologique - Le progrès est le mode de l'homme. Victor Hugo

Ce scénario met en avant les solutions technologiques comme principales réponses au changement climatique : renforcement du numérique, innovations agroalimentaires, stockage d'énergie, espace de co-working, parois végétales, etc... Les changements de comportement concernent uniquement l'adoption de ces nouvelles technologies dans les modes de vie.

#### Scénario Transition négociée - Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage. Jean de la Fontaine

Ce second scénario privilégie la mobilisation des énergies renouvelables, développées en concertation avec la population et les autres usagers du territoire, mais sans impliquer de modification majeure dans les comportements quotidiens et la consommation d'espace.

#### Scénario Transition citoyenne - On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré. Albert Einstein

Dans ce scénario, les citoyens sont au cœur de la mobilisation. Ils agissent dans leurs actes quotidiens (déplacements, achats, etc) et leurs choix de vie. La puissance publique est absente de la mise en œuvre et aucun cadre contraignant ne s'impose aux entreprises.

#### Scénario Transition dirigée - Ce qui est important, ce n'est ni d'être optimiste, ni pessimiste, mais d'être déterminé. Jean Monnet

La contrainte législative et les politiques de l'Etat tentent, dans ce quatrième scénario, de réguler l'impact environnemental de l'ensemble des acteurs. Cela se traduit aussi bien dans le domaine de l'urbanisme que dans la rénovation de l'habitat, la production de normes pour l'entreprise...

A l'issue de ces travaux, le CESER conclue que certaines évolutions présentent un degré de probabilité extrêmement fort :

- ✓ Le changement climatique se poursuivra dans les trente-cinq prochaines années (horizon de cette étude).
- ✓ Il continuera à avoir d'importantes conséquences sur l'ensemble de la société.

- ✓ Mais son rythme et ses répercussions dépendront, à partir de 2030, des choix opérés dès aujourd'hui.

En tant que producteurs ou consommateurs, institutions ou citoyens, les questions climatiques et énergétiques concernent tout un chacun dans ses réalités économiques et sociales (habitat, santé, aménagement, mobilité, loisirs, emplois, production et consommation de biens et d'énergie, alimentation, qualité de vie et vivre ensemble).

La modestie du chemin parcouru jusqu'alors montre qu'il reste encore des étapes à franchir pour relever le défi considérable que représente la transition à l'échelle internationale, nationale et locale. Cependant les nombreuses initiatives qui essaient sur le territoire montrent qu'une dynamique est amorcée.

Il identifie 6 défis qui conditionnent la mise en œuvre d'une transition énergétique efficace :

1. Mobiliser de l'ensemble de la société par la pédagogie (exemple de la démarche menée dans le Nord Pas de Calais avec une stratégie d'écocitoyenneté tout au long de la vie)
2. Rechercher une action volontariste et coordonnée des acteurs publics
3. Développer des outils de solidarité pour une transition équitable dans sa mise en œuvre et dans ses conséquences
4. Analyser et mobiliser des moyens nécessaires, dont financiers (exemple du Nord Pas de Calais avec la mise en place d'un Livret Epargne pour la transition)
5. Conjuguer l'innovation technologique et de l'innovation sociale
6. Appréhender la transition comme un enjeu structurant et transversal avec une vision systémique.

L'étude du CESER conclue en utilisant les mots de l'astro-physicien Hubert Reeves, il s'agit : « de passer une nouvelle vitesse, une vitesse de combat. Il faut avoir une attitude décidée ».

L'étude du CESER « Climat, énergie et société à l'horizon 2050 : une Bretagne en transition » est téléchargeable sur son site et peut également être commandée au format papier auprès de son secrétariat ([http://www.bretagne.bzh/jcms/TF071112\\_5042/fr/le-ceser](http://www.bretagne.bzh/jcms/TF071112_5042/fr/le-ceser) et [ceser@bretagne.fr](mailto:ceser@bretagne.fr) ). Il existe également une synthèse téléchargeable de cette étude.

### **Intervention de Xavier Montserrat**

Xavier Montserrat se présente comme un citoyen qui a participé à la COP 21 et qui a rédigé un ouvrage afin de contribuer à la prise de conscience par la population de l'urgence climatique. Il introduit la nécessité d'une rupture avec le système de production et les modes de vie actuels pour bâtir une société post-carbone.

Les connaissances actuelles du GIEC permettent d'affirmer que le pas de temps est très court avant que le changement climatique n'atteigne un palier au-delà duquel nous ne savons pas quelles pourront être les conséquences. On parle ici de 2020, il s'agit donc d'une urgence absolue, avec un pas de temps à 5 ans.

Le diagnostic scientifique est simple : le « budget » disponible de gaz à effet de serre (GES) émis avant d'atteindre un état critique est estimé à 3000 milliards de tonnes. Entre 1870 et 2015, 2000 milliards de tonnes ont été produites. La production annuelle de GES est de 40 à 50 milliards de tonnes par an et en augmentation permanente.

Les conséquences sont de plusieurs natures : celles auxquelles on pense spontanément telles que la sécurité alimentaire, les catastrophes naturelles et d'autres, plus complexes à appréhender sur la modification du cycle de l'eau, les migrations (100 à 200 millions de réfugiés climatiques prévus dans les modèles) et la santé humaine ainsi que le raccourcissement des cycles de phénomènes pandémiques (tous les 3 à 5 ans).

Pour l'instant, l'Europe est relativement épargnée mais de nombreux pays en font déjà l'expérience : ainsi au Niger, la profondeur des puits est passée de 10 à 50 m pour atteindre les nappes phréatiques.

Il est nécessaire et urgent de comprendre que les délais avancés par les politiques pour répondre au changement climatique (2050, 2100...) ne sont pas réalistes. Si la COP 21 témoigne d'une certaine prise de conscience de la gravité du diagnostic par les politiques, elle n'entre pas dans l'action.

A titre individuels, certains états ont pris des engagements. On notera d'ailleurs avec satisfaction que les deux principaux pollueurs (République populaire de Chine et Etats Unis d'Amérique) ont, sous la pression des citoyens principalement, accepté de faire un effort et souhaité prendre le leadership sur ces questions. Reste que, si le projet de fermeture massive des mines de charbon ou de développement généralisé des énergies renouvelables en Chine est remarquable, il n'est prévu qu'à partir de 2030, soit à une échéance incompatible avec la réalité de la situation.

Actuellement, la géo-ingénierie (énergies renouvelables, fixation du carbone dans le sol...), mise en avant par le politique, s'appuie sur la croyance dans le pouvoir de la science à résoudre tous les problèmes. Le Fond vert, issu des négociations de la COP 21, envisage 1000 milliards de \$ pour 2020, ce qui est donc déjà trop tard.

Notre génération est la première à prendre vraiment conscience du changement climatique et, très certainement, la dernière à pouvoir agir. Il ne faut pas négliger le rôle de la société civile et ne pas attendre qu'une solution soit catapultée d'en haut.

L'ère des climatologues est finie. Si le travail des experts a été et reste indispensable pour appréhender et comprendre le phénomène et ses conséquences probables, la question de la transition énergétique relève de tous les acteurs. Aujourd'hui, il faut prendre conscience de l'urgence et passer à l'acte, ce qui implique un engagement de tous les acteurs politiques et de la société civile.

Le monde des entreprises lui-même est en train de réaliser l'impact du changement climatique sur leur activité. Les entreprises intègrent les risques et coûts à venir. Même les banques et les assurances identifient le coût du changement climatique et se tournent aujourd'hui vers une plus grande prise en compte de cette problématique dans la gestion de leurs fonds.

C'est donc à chacun de s'interroger sur la rupture à mettre en œuvre dans ses actes et pratiques. Il ne faut pas attendre une solution imposée par « en haut » mais se sentir concerné individuellement et collectivement. Par exemple à l'échelle individuelle sur les questions suivantes : comment rénover mon habitat pour anticiper les règlements thermiques de 2020 ? Comment organiser mes déplacements avec le covoiturage, le télétravail ? Quelle démarche puis-je mettre en place à l'échelle locale autour du transport partagé ? Comment modifier mon bol alimentaire ?

### **Débat avec la salle :**

Il n'y a plus débat sur la réalité du changement climatique. Le rapport du GIEC de 2015 établit la certitude du changement et de la responsabilité de l'être humain. Il faut désormais passer à l'acte.

Mais, la faible participation à la soirée est la preuve même qu'en dépit de l'urgence aujourd'hui incontestée, la société civile ne s'engage pas massivement sur le sujet du changement climatique. Un gros travail de sensibilisation reste à faire mais les échéances exigent de passer à l'action maintenant.

Une population facile à faire évoluer sur ces questions est celle des enfants, mais ce ne sont pas eux qui peuvent agir aujourd'hui. Ils sont d'excellents ambassadeurs de ces problématiques dans les familles mais il ne faut pas perdre de vue les tranches d'âge suivantes : l'adolescence, qui est aussi un bon âge pour la mobilisation et les générations actuellement adultes qui peuvent agir concrètement au quotidien. La « pédagogie climatique » doit intervenir tout au long de la vie.

En Bretagne et dans les Cotes d'Armor en particulier, la part de GES liée à la production agricole (qui intègre la pêche et la pisciculture également) est très importante et très supérieure à l'impact de l'industrie. C'est un pôle économique très important localement, ce qui explique les chiffres. La Chambre régionale d'agriculture a déjà commencé à travailler sur la diminution des émissions de

GES. Une donnée manque toutefois, qui n'est pas quantifiée actuellement, c'est celle de la compensation naturelle des émissions de GES par l'activité de production agricole. La captation de carbone par les produits forestiers et agricoles reste toutefois à explorer. Les agriculteurs sont en première ligne sur ce sujet car ils sont déjà victimes (nuisibles en expansion, évolution des espèces...), mais vu leur situation économique actuelle, ce n'est pas forcément leur priorité.

Une très grande part de pollution est celle liée à la production des produits que nous consommons. C'est la moins visible et la pollution est surtout produite en Chine, donc la prise de conscience est plus compliquée. Mais il y a un enjeu majeur sur ces questions.

Il faut sortir des débats de spécialistes car tous les acteurs sont concernés. Mais quelques mois à peine après, la COP 21 semble déjà oubliée. La population se mobilisera d'autant mieux que les collectivités et les élus seront eux-mêmes mobilisés. Toutefois, il ne faut pas tout attendre d'en haut. La prise de conscience doit être individuelle et toutes les idées sont toutes bonnes à prendre.

La recherche positive des bienfaits consécutifs à nos changements de comportement (économies d'énergie et maîtrise du budget, meilleure qualité des produits alimentaires et santé, échanges et lien social...) peut être un levier pour diffuser les bonnes pratiques auprès de la population. Le changement aura lieu de toutes façons, alors autant l'anticiper et le vivre au mieux.

La commune est un bon niveau de réflexion pour l'action individuelle et la mobilisation des citoyens. Les solutions sont également à rechercher à l'échelle communautaire pour proposer par exemple des guichets uniques experts pour fournir des réponses à certaines questions techniques (ex : l'habitat, la rénovation thermique...), informer, sensibiliser, organiser des débats à destination de la population et rester au plus près du terrain.

Les élus doivent être accompagnés, sensibilisés pour passer à l'acte (éclairage, parc de véhicule, aménagements...) mais il ne faut pas négliger l'impact sur eux de l'incompréhension voire du refus de certains habitants envers certaines mesures, mal comprises.

Les citoyens doivent accompagner les élus qui sont sur trop de sujets à la fois. Les citoyens, en les interpellant, en faisant des propositions peuvent (doivent ?) aider les décideurs à identifier des solutions et mettre en œuvre des projets. De leur côté, les élus doivent admettre que leurs domaines d'intervention peuvent être débattus par les citoyens et créer plus de lieux d'échanges.